

Les organisations de la société civile, contre-pouvoir d'une démocratie vivante

Nous, organisations de la société civile (ci nommées ONG) – associations environnementales et de solidarité internationale, acteur·rices engagé·es pour la justice sociale et les droits humains - exprimons notre profonde préoccupation par rapport aux orientations prises par le gouvernement vis-à-vis des ONG de façon générale et à l'aune de la gestion de la situation de la Fondation Caritas en particulier. Nous exprimons d'ailleurs notre solidarité avec les bénéficiaires et les salarié·es de Caritas. (*)

Des organisations indépendantes au service de l'intérêt général

Les défis qui se posent à notre société, tels que la crise écologique, la crise de l'accueil des migrants et la lutte contre la pauvreté, sont gigantesques. Notre société ne sera en mesure de relever ces défis que si un **large débat public** est assuré, garantissant la prise en compte des perspectives de tou·tes les acteur·rices. Permettre la diversité de vues et d'arguments est une condition sine qua non pour une politique à la hauteur des défis et qui répond aux besoins de la population dans sa globalité.

Or, en réduisant le rôle des ONG à de simples « prestataires de services », le gouvernement fragilise la société civile, clé de voûte de la démocratie, plutôt que de la renforcer, dans un contexte où celle-ci est attaquée de toute part. Le rôle de la société civile en tant que vecteur d'un débat politique sur le développement de la société semble être considéré comme perturbateur, alors que les **ONG sont la levure dans la pâte d'une démocratie et société vivantes.**

Sans le travail bénévole et professionnel de centaines, voire de milliers de personnes dans des ONG, notre société serait beaucoup plus pauvre, tant au niveau de la participation de la société civile, mais aussi dans la mise en œuvre d'un grand nombre d'activités et de services. En effet, les ONG du Luxembourg mettent en œuvre une multitude d'activités au profit de l'intérêt général dans les secteurs sociaux, environnementaux, économiques ou encore culturels. Cet engagement mérite le soutien, non seulement financier, mais également politique de la part de l'État. Malheureusement, au lieu de soutenir et d'encourager cet engagement, le gouvernement semble opter pour le contraire. La façon dont le dossier Caritas est géré et notamment, le fait de ne pas faire cas du volet **politique** de leur action en est la parfaite illustration.

Nous observons une tendance des institutions à jeter le discrédit sur les ONG, au profit d'acteurs économiques dont le rôle et les modalités d'action seraient considérés comme plus vertueux – et le dossier Caritas en est, encore une fois, un excellent exemple. L'exécutif néglige ainsi le savoir-faire des ONG en matière d'innovation sociale et écologique, ainsi que l'éthique qui prédomine dans la gestion financière des ONG. Le rôle de contre-pouvoir des ONG compte parmi les garde-fous d'une démocratie, le risque qu'il s'étirole nous préoccupe.

Ce parti pris idéologique se reflète dans de multiples autres dossiers auxquels les ONG signataires sont confrontées régulièrement, que ce soit au niveau d'un dialogue quasi inexistant voire sous-développé ou dans la mise en question des modes de financement des ONG.

Des partenaires forces de proposition dans le débat public

Nos organisations constatent un manque grandissant d'écoute et de dialogue de la part du gouvernement toujours plus enclin à réduire les acteurs de la société civile, leur voix critique, leurs expériences, à de simples prestataires de services. Les ONG ont joué un rôle précurseur dans de nombreux domaines en conduisant des projets novateurs qui ont par la suite orienté des cadres légaux et des dispositifs opérationnels. Nous pensons que l'expertise de la société civile mérite plus de considération, les ONG sont en mesure de contribuer à imaginer et créer une société plus égalitaire, écologique et juste. **Le devenir d'une société ne doit pas être entre les seules mains du pouvoir institutionnalisé et économique.** Ceci reviendrait à négliger les héritages, les savoir-faire, les engagements, les convictions qui font partie d'une histoire et d'un patrimoine humain et citoyen, et qui ne peuvent se refléter dans de simples tableaux ou feuilles de calculs.

La société civile au Luxembourg est un partenaire crédible, vecteur d'équilibre, garant d'un esprit critique et qui permet de représenter la pluralité des opinions et des manières d'être. Elle permet de faire entendre **la voix des sans voix**, les voix de celles et ceux qui se situent en dehors des représentations dominantes de la société, aux marges d'une économie mondiale de marché devenue synonyme de destructions environnementales, d'inégalités, d'exclusions, de dérégulations, etc. Permettre à tous de s'exprimer est le garant d'un **pluralisme politique** et d'une démocratie saine. Nous plaçons pour un partage de l'espace public, pour un plaidoyer politique, pour un **espace civique et citoyen ouvert et divers qui permet** l'expression politique et la lutte contre les injustices.

Nous appelons toutes les parties prenantes à réévaluer leurs priorités et à rétablir un dialogue constructif avec les acteurs de la société civile (assises de la société civile, débat public avec la chambre et le gouvernement, etc.). Il est impératif que nous travaillions ensemble pour garantir les valeurs fondamentales de justice, sobriété, solidarité et inclusion sociale. Aujourd'hui plus que jamais, nous devons défendre ces principes afin d'assurer un avenir juste et équitable pour tou-te-s.

(*) Nos organisations accumulent de nombreuses années d'expérience et d'engagement pour un changement sociétal. Notre mission est de réparer le tissu abîmé du monde dans lequel nous habitons : réparer la nature, rattacher les êtres humains à leur environnement, répondre aux injustices subies par des siècles d'esclavagisme, de colonisation et d'exploitation, aux inquiétudes et aux discriminations, des idéologies nationalistes, des luttes de classes sociales, d'une mondialisation qui se veut avant tout inégalitaire, violente. Notre mission est de penser le futur de nos sociétés, du monde dans lequel nous vivons. Nous ne sommes pas des gestionnaires, mais des hommes et des femmes, des collectifs habités par l'idée que les oppositions construites par le monde moderne et sa logique de rentabilité créent des injustices, des déséquilibres qui menacent la manière dont nous pouvons tou-te-s cohabiter sur notre planète et organiser nos sociétés de façon équitable, juste et durable.

Liste des signataires

Abram asbl
Amitié Am Sand-Amizero ONG
Amnesty International Luxembourg
ASTI
ASTM
Athénée – Action humanitaire
CELL
CID Fraen an Gender
CLAE
Comité pour une Paix Juste au Proche-Orient
Coopération Nord-Sud
Dignitas asbl
Greenpeace
Ëmweltberodung Lëtzebuerg a.s.b.l.
Enfants de l'Espoir
etika
Fairtrade Lëtzebuerg
FDH
Frëndeskrees Kamerun
Friddens- a Solidaritéitsplattform
Le Soleil dans la Main
Les Amis de Pirajà
Les Amis du Tibet
LIFE WG
Médecins du Monde
Mouvement Ecologique
natur&ëmwelt a.s.b.l.
Niños de la Tierra a.s.b.l.
partage.lu
Rokku Mi Rokka
Solidaritéit mat den Heescherten
SOS Faim

avec le soutien du Cercle de coopération des ONGD